

## RGPP 2 : la République « low cost »

Par courrier du 28 juin, le chef de l'Etat ordonne au Premier ministre de poursuivre la révision générale des politiques publiques (RGPP) et de renforcer ainsi la destruction des missions, des services, des opérateurs, des administrations, des compétences et des effectifs de la Fonction Publique de l'Etat que les 374 premières mesures ont déjà bien engagée.

Derrière une communication annonçant des réductions du train de vie des ministres et de leurs collaborateurs, il s'agit de nouvelles décisions, jamais concertées avec quiconque, qui sont idéologiques et purement comptables.

Peu importe comment, peu importe les conséquences, **il faut supprimer pour supprimer** : 10% des dépenses d'investissement et de fonctionnement, les moyens nécessaires à l'exercice du service public, les missions et les objectifs des différentes politiques publiques pourtant prioritaires et bien entendu l'emploi public (au final le gouvernement aura détruit 350 000 emplois entre 2007 et 2013). Supprimer pour détruire afin de mieux privatiser ensuite.

Pour les personnels, ces nouvelles mesures aggravent les effets dévastateurs :

- des mesures de l'acte 1 de la RGPP ;
- de la loi du 3 août 2009 relative à la mobilité (imposée) et de son projet de décret sur la « réorientation professionnelle » permettant le licenciement d'agents publics et portant atteinte au principe républicain de neutralité et de continuité du service public ;
- de la loi portant « rénovation du dialogue social dans la fonction publique » conduisant à supprimer des organisations syndicales, le dialogue social et des possibilités de défenses des agents dans les administrations et services publics

Réduction des espaces de travail et régression des conditions de travail, attaque contre les statuts particuliers (150 fusions décidées) et le statut général, suppressions de droits liés à l'activité professionnelle (10000 véhicules et 7000 logements de fonction supprimés) : pour les agents publics, qui payent déjà parfois de leur santé ou de leur vie la mise en œuvre des mesures de la RGPP 1, cette RGPP 2 va anéantir les derniers cadres de perspectives.

Comme le montre déjà le « **Livre noir de la RGPP** » réalisé par FO, pour les usagers des services publics, derrière les simplifications administratives annoncées par cette RGPP se cachent en fait :

- un éloignement (géographique et fonctionnel) et des fermetures des services publics ;
- des missions publiques privatisées ou abandonnées ;
- une transformation du « service public » gratuit et solidaire en des services payants aux usagers-clients ;
- le **passage de l'égalité républicaine pour chaque citoyen à une inégalité généralisée en fonction des ressources du client.**

Les destructions provoquées par la RGPP 1 et l'attaque sans précédent contre les valeurs et principes fondamentaux de la République sociale sont déjà perçus concrètement par chaque citoyen. C'est une « *République low cost* » sacrifiée sur le diktat de cette RGPP 2 que le chef de l'Etat engage par sa lettre du 28 juin.

Force Ouvrière appelle tous les fonctionnaires et agents publics ainsi que les usagers à se battre, à se mobiliser, à se révolter contre ces nouvelles mesures. Plus que jamais, FO appelle à rentrer en **Résistance Générale pour la Puissance Publique.**

**Pascal PAVAGEAU**, Secrétaire Confédéral.